

**Conseil de la Jeunesse d'expression néerlandaise**  
**Démission. — Nomination**

Par arrêté ministériel du 4 avril 1972, la démission comme membre suppléant du Conseil de la Jeunesse d'expression néerlandaise est accordée à M. Eddy Depoorter.

Par même arrêté, Mlle Marie-Rose Wyseure est nommée membre suppléant du Conseil de la Jeunesse d'expression néerlandaise en remplacement de M. E. Depoorter, dont elle achèvera le mandat.

**« Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België ».** — Nomination

Par arrêté royal du 6 avril 1972, est approuvée la nomination de M. le professeur F. Gullentops, correspondant de la Classe des Sciences de la « Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België », en qualité de membre titulaire de ladite classe.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE**

**Commission royale de Toponymie et de Dialectologie**  
**Nomination**

Par arrêté royal du 24 février 1972, est approuvée, la nomination de M. P. Ruelle, membre correspondant, en qualité de membre titulaire de la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie, en remplacement de M. J. Warland, décédé.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

**Arrêté royal**

portant création d'une Commission consultative du pétrole

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

Les besoins d'énergie augmentent rapidement dans le monde entier. Pour l'O.C.D.E., qui groupe tous les pays industrialisés à économie de marché, le taux d'accroissement a été de 5,5 p.c. par an de 1960 à 1970, soit un doublement en treize ans, et il est prévu que ce taux sera maintenu jusqu'en 1980. Pour la C.E.E., la croissance annuelle a été de 6,1 p.c. au cours de la même période; de 1970 à 1980, ce taux serait encore de 5,3 p.c., pour baisser jusqu'à 5,0 p.c. de 1980 à 1985. En Belgique, les besoins en énergie continueraient à croître au taux de 5 p.c. par an de 1970 à 1980, soit 63 p.c., contre 5,7 p.c. par an au cours des dix années précédentes.

Cet accroissement global est la résultante d'évolutions très différentes par source d'énergie.

La part du pétrole s'est accrue partout depuis la guerre, sauf, au cours des dernières années, en Amérique du Nord. Pour l'O.C.D.E., elle est passée de 40,4 p.c. en 1960 à 51,3 p.c. en 1970 et atteindrait 63 p.c., en 1980, de la consommation totale d'énergie primaire; la consommation de pétrole y est passée de 740 millions de tonnes à 1 570 et pourrait s'élever à 2 750 millions en 1980. Pour la C.E.E., où 29,8 p.c. des besoins étaient couverts par du pétrole en 1960 et 59,3 p.c. en 1970, il est prévu que cette part passerait à 62 p.c. en 1980. En Belgique, l'évolution est analogue; la consommation du pétrole a plus que triplé de 1960 à 1970 portant sa part dans le bilan énergétique de 30,1 à 58,1 p.c., et elle pourrait encore augmenter à 38 p.c. de 1970 à 1975, soit de 24 à 33 millions de tonnes, et atteindre 63,5 p.c. de la consommation totale d'énergie.

Cette expansion rapide de la consommation de produits pétroliers concerne surtout les combustibles liquides et les matières premières pour la pétrochimie, qui se sont substitués au charbon et à ses dérivés.

**Nederlandstalige Jeugdraad**  
**Ontslag. — Benoeming**

Bij ministerieel besluit van 4 april 1972 wordt aan de heer Eddy Depoorter ontslag verleend als plaatsvervangend lid van de Nederlandstalige Jeugdraad.

Bij hetzelfde besluit wordt Mej. Marie-Rose Wyseure, benoemd tot plaatsvervangend lid van de Nederlandstalige Jeugdraad, ter vervanging van de heer E. Depoorter, wiens mandaat zij zal voleindigen.

**Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België.** — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 april 1972, is goedgekeurd de benoeming van Prof. Dr. F. Gullentops, corresponderend lid van de Klasse der Wetenschappen van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, tot werkend lid van de bedoelde klasse.

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NÉERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR**

**Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie**  
**Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 24 februari 1972, is goedgekeurd, de benoeming van de heer P. Ruelle, corresponderend lid, tot werkend lid van de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie, ter vervanging van wijlen de heer J. Warland.

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

**Koninklijk besluit**

tot instelling van een Commissie van advies inzake petroleum

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

De energiebehoeften nemen overal ter wereld snel toe. Voor de O.E.S.O., waarin alle nijverheidslanden met een markteconomie zijn verenigd, beliep het groeipercentage 5,5 pct. per jaar van 1960 tot 1970, zegge een vertwoevoudiging in dertien jaar. Voorzien wordt dat dit percentage tot 1970 hetzelfde zal blijven. Voor de E.E.G. bedroeg de jaarlijkse stijging 6,1 pct. tijdens hetzelfde tijdvak. Van 1970 tot 1980 zou dit percentage nog 5,3 pct. zijn, om te dalen tot 5,0 pct. van 1980 tot 1985. In België zouden de energiebehoeften met 5 pct. 's jaars van 1970 tot 1980 blijven stijgen, zegge met 63 pct. tegen 5,7 pct. 's jaars in de loop der tien vorige jaren.

Deze globale toeneming spruit voort uit zeer verschillende evoluties per energiebron.

Vooraf sedert de oorlog is het petroleumandeel gestegen, behalve in de loop der jongste jaren in Noord-Amerika. Voor de O.E.S.O. is het gestegen van 40,4 pct. in 1960 tot 51,3 pct. in 1970. Verwacht wordt, dat het in 1980, 63 pct. van het gezamenlijk verbruik van primaire energie zou bereiken. Het petroleumverbruik is er gestegen van 740 miljoen ton tot 1 570. Het zou in 1980, 2 750 miljoen ton kunnen belopen. Voor de E.E.G., waar in 1960 29,8 pct. en in 1970, 59,3 pct. der behoeften door petroleum werden gedekt, wordt voorzien dat dit aandeel in 1970, 62 pct. zal bedragen. In België doet zich een gelijkaardige ontwikkeling voor. Het petroleumverbruik deed meer dan verdrievoudigen van 1960 tot 1970, waardoor het aandeel ervan in de energiebalans van 30,1 tot 58,1 pct. vernoerderde. Het zou van 1970 tot 1975 nog kunnen stijgen tot 38 pct., zegge van 24 tot 33 miljoen ton, en 63,5 pct. van het gezamenlijk energieverbruik bereiken.

Bewuste snelle expansie van het petroleumproductenverbruik slaat vooral op de vloeibare brandstoffen en op de grondstoffen door de petrochemie, welke de kolen en de bijproducten ervan vervangen.

La consommation de charbons domestiques et de charbons vapeur a reculé partout; seul aux Etats-Unis d'Amérique et dans certains pays de l'Est, il est enregistré depuis quelque temps une reprise de la consommation de charbon pour centrales électriques à cause de son bas prix de revient dans ces pays et du prix relativement élevé du pétrole et du gaz naturel.

En dehors de l'Amérique du Nord, la concurrence sur le marché de l'énergie s'est récemment accentuée par l'expansion très rapide des disponibilités en gaz naturel indigène et importé. Cette concurrence s'attaque surtout aux combustibles pétroliers liquides et gazeux, de sorte que le taux de croissance de la consommation des combustibles pétroliers commence déjà à ralentir dans les pays concernés.

En outre, l'énergie nucléaire en est arrivé au stade de développement rapide, freinant l'expansion ultérieure de l'emploi d'autres combustibles pour centrales.

En dépit du ralentissement prévu de l'accroissement de la consommation de pétrole, presque tous les pays industrialisés à économie de marché dépendent de plus en plus d'importations d'outre-mer pour la couverture de leurs besoins d'énergie, avec ses conséquences pour leur sécurité d'approvisionnement et pour leur balance de paiements.

En 1970, les pays de l'O.C.D.E. ont importé 952 millions de tonnes de pétrole, principalement de l'Afrique et du Moyen-Orient, et ces achats pourraient passer à 1760 millions de tonnes en 1980, soit 85 p.c. de plus en dix ans. Sauf en Amérique du Nord, la part du pétrole importé dans la couverture des besoins totaux d'énergie atteignait en 1970 près de 60 p.c., voire plus de 70 p.c. au Japon, et cette part continuerait à augmenter, sauf dans certains pays bordant la Mer du Nord, qui profitent des récentes découvertes sur leur plateau continental.

La sécurité de l'approvisionnement, tant à court qu'à long terme, est donc vitale pour tous les pays industrialisés.

La dépendance nette de la Belgique vis-à-vis des importations d'énergie est passée de 17 p.c. en 1950 et 47 p.c. en 1960 à 83 p.c. en 1970, et il est prévu qu'elle atteindrait 87 p.c. en 1975, tout en considérant l'énergie nucléaire, produite à partir de matières fissiles importées, comme de l'énergie indigène.

Il s'en suit que le solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. afférente au commerce extérieur d'énergies présente un déficit croissant, soit 36,3 milliards de francs en 1970 et 43,4 milliards en 1971; ce déficit pourrait passer à 52,6 milliards de francs en 1975. Rien que pour le pétrole, le solde négatif a atteint 28,5 milliards de francs en 1971 et pourrait passer à 35 milliards en 1975. Il en résulte que le reste de l'économie doit être suffisamment compétitif pour pouvoir payer ce déficit croissant par un solde positif correspondant pour les autres postes de la balance des paiements.

Jusqu'en 1969, les prix nets à l'importation de pétrole ont présenté une tendance à la baisse, interrompue parfois par des facteurs accidentels d'assez courte durée, tels que les deux fermetures du Canal de Suez. En même temps, la sécurité de l'approvisionnement s'était nettement améliorée.

Ces deux résultats favorables étaient dus à plusieurs facteurs. La mise en ligne de bateaux-citernes géants et la pose de réseaux d'oléoducs tant en Moyen-Orient et en Afrique qu'en Europe ont réduit les frais de transport et permis de contourner le Canal de Suez sans les inconvénients qui en ont résulté lors de sa première fermeture en 1956. Les sociétés pétrolières ont diversifié leurs sources d'approvisionnement, en découvrant du pétrole en Afrique, et, plus récemment, en Alaska et en Mer du Nord; il en est résulté une moindre dépendance du Moyen-Orient, une surcapacité de production maintenant un état de pléthore et de baisse de prix sur le marché et un accroissement des réserves à long terme.

Le stockage obligatoire de produits pétroliers dans les pays consommateurs de l'O.C.D.E., qui doit couvrir soixante-cinq jours de consommation — ce taux sera porté sous peu à nonante jours — permet de faire face à des interruptions des arrivages de pétrole.

D'autre part, le risque que le pétrole puisse parvenir à une position monopolistique sur le marché européen de l'énergie après l'éviction du charbon a récemment été atténué par la diversification des énergies disponibles. De grandes quantités de gaz naturel ont été découvertes en Europe et il est aussi devenu possible d'en importer, à l'état gazeux, de l'U.R.S.S. et, sous forme liquéfiée, d'Afrique. Les centrales nucléaires sont devenues opérationnelles et compétitives et assureront une part rapidement croissante de la production d'électricité.

Het verbruik van huisbrand en stoomkolen liep overal terug. Alleen in de Verenigde Staten van Amerika en in sommige oostelijke landen wordt sedert enkele tijd een stijging van het kolenverbruik voor elektrische centrales waargenomen, wegens de lage kostprijs ervan in deze landen en de betrekkelijk hoge prijs voor aardolie en aardgas.

Buiten Noord-Amerika werd de mededinging op de energiemarkt onlangs scherper door de zeer vlugge uitbreiding van de beschikbare hoeveelheden inlands en ingevoerd aardgas. Deze mededinging is vooral gericht op de vloeibare en gasachtige petroleumbrandstoffen, weshalve de groeivoet van het verbruik der petroleumbrandstoffen in de betrokken landen reeds begint te verzwakken.

Bovendien heeft de kernenergie het stadium van snelle ontwikkeling bereikt, waardoor de verdere expansie van het gebruik van andere brandstoffen voor centrales in het gedrang komt.

Ondanks de voorziene verfraging van de petroleumverbruiksstijging hangen bijna alle nijverheidslanden met een markteconomie voor de dekking van hun energiebehoeften steeds meer van de invoer uit overzee af, met alle gevolgen vandien voor de veiligheid van hun bevoorrading en voor hun betalingsbalansen.

In 1970 hebben de O.E.S.O.-landen 952 miljoen ton petroleum ingevoerd, vooral uit Afrika en uit het Midden-Oosten. In 1980 zouden deze aankopen 1760 miljoen ton kunnen bedragen, zegge 85 pct. meer in tien jaar. Behalve in Noord-Amerika, bedroeg het aandeel van de ingevoerde petroleum in de dekking van de gezamenlijke energiebehoeften 60 pct. in 1970, zelfs meer dan 70 pct. in Japan. Dit zou blijven stijgen, uitgezonderd in bepaalde landen aan de Noordzee, die het voordeel van de recente ontdekkingen op hun continentaal plat genieten.

De bevoorradingszekerheid, zowel op korte als op lange termijn, is dus van essentieel belang voor alle nijverheidslanden.

Inzake energie hing België voor 17 pct. van de invoer af in 1950, voor 47 pct. in 1960 en 83 pct. in 1970. Voorzien wordt, dat dit percentage in 1975, 87 pct. zal bereiken, rekening ermede houdend dat de door middel van ingevoerde splijtstoffen opgewekte kernenergie als binnenlandse energie wordt beschouwd.

Hieruit volgt, dat het saldo van de handelsbalans van de B.L.E.U. voor de buitenlandse handel inzake energie een stijgend tekort vertoont: 36,3 miljard frank in 1970 en 43,4 miljard in 1971; dit tekort zou in 1975, 52,6 miljard frank kunnen bedragen. Alleen voor petroleum bereikt het nadelig saldo 28,5 miljard frank in 1971 en het zou in 1975, 35 miljard kunnen belopen. Dientengevolge moeten de overige sectoren van het bedrijfsleven voldoende mededingend zijn om dit stijgend tekort door een overeenstemmend batig saldo voor de andere posten van de betalingsbalans te kunnen goedmaken.

Tot in 1969 vertoonden de nettoprijzen bij de invoer van petroleum een neiging tot dalen, welke soms door toevallige factoren van vrij korte duur, zoals de twee sluitingen van het Suez-Kanaal, werd onderbroken. Tegelijkertijd was de bevoorradingsverzekering duidelijk toegenomen.

Beide gunstige uitslagen waren aan verscheidene oorzaken te danken. Het in de vaart brengen van reuzetankers en de aanleg van pijpleidingen, zowel in het Midden-Oosten en Afrika als in Europa, drukten en de vervoerkosten en maakten het mogelijk het Suezkanaal te omzeilen zonder de ongemakken welke voortsporen uit de eerste sluiting ervan in 1956. De petroleummaatschappijen hebben gezorgd voor uiteenlopende bevoorradingsbronnen door het ontdekken van aardolie in Afrika, en, in een meer nabij verleden, in Alaska en in de Noordzee. Hierdoor nam de afhankelijkheid van het Midden-Oosten af en zorgde een overproductievermogen voor een grote overvloed, een prijsdalingsneiging op de markt en een stijging van de voorraden op lange termijn.

Dank zij het in de verbruikerslanden van de O.E.S.O. verplicht opslaan van petroleumprodukten voor een periode van vijftien-zestig verbruiksdagen — periode die weldra op negentig dagen zal worden gebracht — kan het hoofd worden geboden aan onderbrekingen in de petroleumaanvoer.

Anderzijds is het gevaar, dat petroleum door het steeds minder verbruik van steenkolen een monopolistische plaats op de Europese energiemarkt zou innemen, nu minder groot geworden dank zij de verscheidenheid der beschikbare energieën. In Europa werden grote hoeveelheden aardgas ontdekt en tevens is het mogelijk aardgas in gasachtige toestand uit de U.S.S.R. en onder vloeibare vorm uit Afrika in te voeren. De kerncentrales die reeds werken en mededingend zijn, zullen snel voor een steeds groter wordend deel van de elektriciteitsvoorziening instaan.

Cependant, depuis 1970, les principaux pays exportateurs de pétrole brut sont parvenus à constituer un front commun vis-à-vis des sociétés pétrolières et à imposer une hausse progressive des prix. Cette hausse est différente selon la provenance et la qualité du pétrole, le pétrole peu sulfureux payant une prime élevée. Les découvertes prometteuses en Mer du Nord, en Alaska et ailleurs sont trop récentes et très insuffisantes pour permettre de se passer du pétrole des fournisseurs traditionnels; elles peuvent cependant renforcer la position de négociation des pays européens.

Les pays importateurs de pétrole, et la Belgique en particulier, sont donc acculés à trouver des moyens pour assurer leur sécurité d'approvisionnement en pétrole à court et à long terme, et ce au meilleur prix.

C'est d'autant plus urgent que les U.S.A., qui protègent leur production intérieure et importaient peu de pétrole jusqu'il y a peu d'années, sont devenus d'importants acheteurs de pétrole peu sulfureux et que l'expansion de la demande japonaise est extrêmement rapide. De 1970 à 1980, les importations nettes de pétrole par les pays de l'O.C.D.E. augmenteraient de 810 millions de tonnes dont 510 iraient vers ces deux pays, qui absorberaient près de la moitié du marché, contre 37 p.c. en 1970, affaiblissant ainsi la position traditionnelle de l'Europe sur ce marché.

La Belgique est donc impuissante à influencer seule ces conditions d'approvisionnement.

Mais il n'y a pas seulement l'approvisionnement à assurer. Le Gouvernement se trouve aussi confronté avec la nécessité d'améliorer l'environnement et notamment, de réduire les pollutions de l'air et de l'eau. Or, le pétrole brut et les principaux produits pétroliers sont à considérer parmi les principaux polluants. Les déversements de pétrole dans l'eau provoquent son asphyxie, tuant la faune et la flore aquatiques. La consommation des principaux carburants et combustibles pétroliers polluent l'air, en y émettant notamment de composés de soufre et de plomb; il est possible d'y remédier, soit en fournissant des produits pétroliers purifiés, soit en éliminant les déchets après la consommation, soit en substituant les produits pétroliers par d'autres énergies moins polluantes. Toutes les mesures pour réduire la pollution due à la consommation de pétrole coûtent très cher et postulent une coordination internationale.

A cause de la complexité des problèmes pétroliers à résoudre pour améliorer la sécurité d'approvisionnement et l'environnement, le Gouvernement veut être informé en permanence.

A cette fin, il propose de créer auprès du Ministère des Affaires économiques une Commission consultative du pétrole composée de représentants du secteur pétrolier et des travailleurs, d'une part, de délégués de différents Ministères, d'autre part. Cette Commission a pour mission de donner un avis sur tous les problèmes concernant l'approvisionnement et la commercialisation du pétrole, ainsi que sur tous problèmes liés à l'industrie du pétrole.

Ainsi, l'action de la Commission pourra s'étendre aux problèmes relatifs au plan d'investissement, à la pollution de l'air, à la formation des prix; en ce qui concerne ce dernier point, il sera veillé spécialement à ne pas créer de dualité entre la présente Commission et la Commission pour la Régulation des Prix; le rôle de ces deux organismes étant appelé à être parfaitement complémentaire.

Afin de vérifier que la Commission consultative du pétrole aura bien atteint, dans les faits, les objectifs d'information et de concertation qui président à sa création, elle sera appelée, dans un délai raisonnable à présenter un rapport sur l'exécution de sa mission; à cette occasion elle pourra formuler toutes suggestions quant à son éventuelle restructuration ou quant au problème général de l'organisation des relations entre l'Etat et l'industrie pétrolière.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté  
le très respectueux et  
très fidèle serviteur,

Sinds 1970 zijn de belangrijkste uitvoerlanden van ruwe petroleum er nochtans in geslaagd een gemeenschappelijk front te vormen tegenover de petroleummaatschappijen en een geleidelijke prijsstijging op te leggen. Deze stijging verschilt naargelang de herkomst en de petroleumkwaliteit, waarbij voor lichtzwavelige petroleum een verhoogde premie moet worden betaald. De beloftevolle ontdekkingen in de Noordzee, in Alaska en elders zijn nog te recent en ten eerste ontoereikend om op de traditionele leveranciers van petroleum geen beroep meer te moeten doen; nochtans kunnen ze de onderhandelingspositie der Europese landen verstevigen.

De landen die petroleum invoeren, België inzonderheid, zijn dus verplicht naar middelen uit te kijken om hun petroleumvoorziening op korte en lange termijn en tegen de beste prijs te waarborgen.

Dit is des te dringender daar de V.S., die tot voor enkele jaren hun eigen petroleumproductie beschermenden en weinig invoerden, een belangrijke koper van lichtzwavelige petroleum is geworden en dat de Japanse vraag naar petroleum geweldig snel toeneemt. Van 1970 tot 1980 zou de netto-invoer van petroleum door de O.E.S.O.-landen met 810 miljoen ton toenemen, waarvan 510 ton voor beide vermelde landen die bijna de helft van de markt voor zich zouden nemen tegenover 37 pct. in 1970, waardoor de traditionele plaats van Europa op deze markt zou worden verzwakt.

België kan dus onmogelijk alleen deze bevoorradingsvoorwaarden beïnvloeden.

Maar niet alleen de bevoorrading moet worden gewaarborgd. De Regering ziet zich ook geplaagd voor de noodzaak het levensmilieu te verbeteren en onder meer de lucht- en watervervuiling te verminderen. Nu is het zo, dat ruwe aardolie en de voornaamste petroleumproducten als belangrijke vervuilers moeten worden beschouwd. Het storten van petroleum in water leidt tot de verlikking ervan, waardoor zeefauna en -flora worden vernietigd. Het verbruik van de voornaamste petroleumbrandstoffen vervuult de lucht, onder meer door het verspreiden van zwavel en loodverbindingen; hiervoor kan een oplossing worden gevonden, hetzij door het leveren van gezuiverde petroleumproducten, hetzij door het wegwerken van de afval na verbruik, hetzij door het vervangen van de petroleumproducten door andere minder verontreinigende energiebronnen. Alle maatregelen ter vermindering van de aan het petroleumverbruik te wijten vervuiling kosten heel wat en vergen een internationale samenwerking.

Wegens de ingewikkeldheid van de petroleumvraagstukken welke moeten worden opgelost om de bevoorradingszekerheid en het leefmilieu te verbeteren, wil de Regering bestendig voorgelicht worden.

Daartoe stelt ze voor bij het Ministerie van Economische Zaken een Commissie van Advies inzake Petroleum in te stellen. Deze Commissie zou bestaan uit vertegenwoordigers van de petroleumsector en van de werknemers enerzijds, en uit afgevaardigden van verschillende Ministeries anderzijds, en tot taak hebben advies uit te brengen over alle problemen nopens de petroleumbevoorrading en -verhandeling, alsmede over alle vraagstukken in verband met de petroleumnijverheid.

Zo zal de Commissie zich ook kunnen bezighouden met alle vraagstukken omtrent het investeringsplan, de luchtverontreiniging en de prijsvorming. Wat dit laatste punt betreft valt aan te stippen, dat ervoor zal moeten worden gewaakt elke tegenstrijdigheid tussen onderhavige Commissie en de Commissie tot Regeling der Prijzen te vermijden, omdat de opdracht van deze twee instellingen erin bestaat elkander aan te vullen.

Om na te gaan of de Commissie van Advies inzake Petroleum werkelijk haar doeleinden inzake voorlichting en overleg welke aan de instelling ervan ten grondslag lagen, zal hebben bereikt, zal ze ertoe worden verzocht binnen een redelijke termijn verslag over de uitvoering van haar opdracht uit te brengen.

Te dezer gelegenheid zal ze om even welk voorstel tot gebeurlijke herstructurering of tot herziening van het algemeen vraagstuk van de organisatie der betrekkingen tussen de Staat en de petroleumnijverheid kunnen doen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesté  
de zeer eerbiedige en  
zeer getrouwe dienaar.

27 SEPTEMBRE 1972. — Arrêté royal portant création  
d'une Commission consultative du pétrole

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Considérant la déclaration du Gouvernement devant les Chambres législatives, visant notamment la création d'un Comité de contrôle pour le secteur pétrolier qui surveillera la formation des prix, sans préjudice de l'intervention de la Commission pour la régulation des prix, le plan d'investissements et la pollution de l'air et fera toutes propositions nécessaires concernant les relations entre l'Etat et l'industrie pétrolière;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat et notamment son article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé auprès du Ministère des Affaires économiques une Commission consultative du pétrole, composée comme suit :

a) sept membres représentant les employeurs, notamment les importateurs, raffineurs et distributeurs de pétrole brut et de produits pétroliers;

b) sept membres représentant les travailleurs, dont ceux occupés dans l'industrie et le commerce du pétrole.

Ces membres seront désignés par le Ministre des Affaires économiques sur proposition de la ou des organisations les plus représentatives des entreprises et des travailleurs visés dans le présent article.

Le Ministre des Affaires économiques désigne en outre deux membres choisis parmi des personnes spécialement réputées pour leurs compétences techniques et scientifiques dans le domaine de l'industrie pétrolière.

Pour les délibérations de la Commission, chaque membre visé par le présent article dispose d'une voix.

Art. 2. Le Ministre des Affaires économiques ou le délégué qu'il désigne préside la Commission consultative du pétrole.

Le Ministre des Affaires économiques nomme deux vice-présidents qui représentent le Ministère des Affaires économiques.

Siègent également à la Commission consultative du pétrole :

— un délégué du Ministre des Finances;

— un délégué du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions;

— un délégué du Ministre des Communications;

— un délégué du Ministre de l'Emploi et du Travail;

— un délégué du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Le Ministre des Affaires économiques nomme le secrétaire de la Commission.

Le secrétariat administratif de la Commission est assuré par les services du Ministère des Affaires économiques.

Art. 3. La Commission consultative du pétrole a pour mission de donner un avis, à la demande du Ministre des Affaires économiques ou éventuellement d'initiative, sur tous les problèmes qui concernent la production, l'approvisionnement, l'importation, la distribution, la commercialisation et la valorisation des produits pétroliers sous toutes leurs formes.

La Commission est habilitée à se prononcer sur tous problèmes connexes à l'industrie pétrolière.

La Commission peut être saisie de certains problèmes à la demande d'organisations professionnelles ou d'entreprises, sans préjudice cependant des obligations légales ou réglementaires auxquelles elles sont soumises par ailleurs.

27 SEPTEMBER 1972. — Koninklijk besluit  
tot instelling van een Commissie van Advies inzake petroleum

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 der Grondwet;

Overwegende de Regeringsverklaring voor de Wetgevende Kamers, waarin met name sprake is van de oprichting van een controle-comité voor de petroleumsector dat toezicht zal houden op de prijsvorming, zonder evenwel afbreuk te doen aan de tussentijdse plannen en op de luchtbevuiling en dat alle nodige voorstellen zal doen betreffende de betrekkingen tussen het Rijk en de petroleumindustrie;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij het Ministerie van Economische Zaken wordt een als volgt samengestelde Commissie van Advies inzake petroleum ingesteld :

a) zeven leden die de werkgevers vertegenwoordigen, inzonderheid de invoerders, raffineerders en verdelers van ruwe aardolie en van aardolieproducten;

b) zeven leden die de werknemers vertegenwoordigen, onder wie deze welke in de petroleumnijverheid en -handel zijn tewerkgesteld.

Deze leden zullen door de Minister van Economische Zaken worden aangeduid, op voorstel van de vereniging(en) die het meest representatief is(zijn) voor de in dit artikel bedoelde ondernemingen en werknemers.

De Minister van Economische Zaken duidt bovendien twee leden aan, gekozen uit personen die op het gebied van petroleumnijverheid bijzondere technische en wetenschappelijke bevoegdheid bezitten.

Voor de beraadslagingen van de Commissie, beschikt elk in onderhavig artikel bedoeld lid over één stem.

Art. 2. De Minister van Economische Zaken of de afgevaardigde die hij aanwijst, zit de Commissie van Advies inzake petroleum voor.

De Minister van Economische Zaken benoemt twee ondervoorzitters die het Ministerie van Economische Zaken vertegenwoordigen.

Hebben eveneens zitting in de Commissie van Advies inzake petroleum :

— een afgevaardigde van de Minister van Financiën;

— een afgevaardigde van de Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft;

— een afgevaardigde van de Minister van Verkeerswezen;

— een afgevaardigde van de Minister van Teverkstelling en Arbeid;

— een afgevaardigde van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

De Minister van Economische Zaken benoemt de secretaris van de Commissie.

Het administratief secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de diensten van het Ministerie van Economische Zaken.

Art. 3. De Commissie van Advies inzake Petroleum heeft tot taak, op verzoek van de Minister van Economische Zaken of gebeurlijk uit eigen beweging, advies uit te brengen nopens alle vraagstukken op het gebied van de produktie, de bevoorrading, de invoer, de voorziening, het gebruik, de commercialisatie en de valorisatie van de petroleumproducten in alle mogelijke vormen.

De Commissie is bevoegd uitspraak te doen over alle met de petroleumnijverheid verband houdende vraagstukken.

Op verzoek van de beroepsverenigingen of van ondernemingen kunnen sommige vraagstukken bij de Commissie aanhangig worden gemaakt, onverminderd de wets- of reglementverplichtingen waaraan ze onderworpen zijn.

**Art. 4.** La Commission consultative du pétrole pourra créer des sous-commissions.

**Art. 5.** La Commission consultative du pétrole arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre des Affaires économiques.

**Art. 6.** Les fonctions de Président, vice-président, secrétaire et membre de la Commission consultative du pétrole sont gratuites.

**Art. 7.** Le Président ou son délégué, les vice-présidents, le secrétaire et les membres de la Commission consultative du pétrole sont tenus au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires économiques,

H. SIMONET

**Art. 4.** De Commissie van Advies inzake Petroleum kan subcommissies oprichten.

**Art. 5.** De Commissie van Advies inzake Petroleum stelt haar reglement van inwendige orde op en legt het de Minister van Economische Zaken ter goedkeuring voor.

**Art. 6.** Het ambt van Voorzitter, van ondervoorzitter, van secretaris en van lid van de Commissie van Advies inzake Petroleum is onbezoldigd.

**Art. 7.** De Voorzitter of zijn afgevaardigde, de ondervoorzitters, de secretaris en de leden van de Commissie van Advies inzake Petroleum zijn overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek ertoe gehouden het beroepsgeheim te eerbiedigen.

**Art. 8.** Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 september 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Economische Zaken,

## AVIS OFFICIELS

### MINISTERE DES FINANCES

#### Institut belgo-luxembourgeois du Change Rapport pour l'année 1971

Le taux d'expansion du commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise s'est nettement ralenti au cours de l'année 1971. Ce ralentissement a été plus prononcé pour les exportations.

Ce mouvement ne s'est toutefois pas traduit dans la balance des paiements. Celle-ci a en effet accusé un solde favorable de plus de 21 milliards au titre des transactions commerciales. Il faut sans doute attribuer ce fait en partie aux modifications intervenues dans les délais de paiement en relation avec les perspectives d'ajustements de parités.

Les paiements afférents aux services donnent lieu à un surplus un peu inférieur à celui de l'année passée.

Les mouvements de capitaux privés pour leur part laissent un déficit moins important que l'un passé en raison d'un accroissement du volume des investissements et des placements étrangers en Union économique belgo-luxembourgeoise. Les opérations en capital des pouvoirs publics se sont traduites par un déficit très important dû essentiellement à une réduction de la dette extérieure de l'Etat.

Au total, la balance globale des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise s'est soldée par un excédent légèrement supérieur à celui de l'an passé, soit plus de 22 milliards de francs contre 20 milliards.

\* \* \*

Sur le plan monétaire international, la décision prise le 15 août 1971 par le Président Nixon, de ne plus assurer la convertibilité du dollar en or ou en autres instruments de réserve aura contesté été l'événement primordial de l'année.

Cette décision avait été précédée d'une première crise au début du mois de mai. Cette première crise avait surtout pris la forme d'une spéculation sur une nouvelle réévaluation du deutsche Mark, entraînant un affaiblissement du dollar sur toutes les places et un afflux de cette monnaie vers les caisses des banques centrales.

Dès ce moment, plus précisément le 10 mai 1971, les banques centrales de la République Fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas décidaient de ne plus soutenir le dollar au cours plancher, tandis que les autres pays européens, y compris la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, s'efforçaient de maintenir en vigueur le système des parités fixes avec des marges de fluctuation réduites, ceci dans le but notamment de préserver leurs intérêts commerciaux.

## OFFICIËLE BERICHTEN

### MINISTERIE VAN FINANCIËN

#### Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel Verslag over het jaar 1971

Het groeitempo van de buitenlandse handel van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie is gedurende het jaar 1971 merkkelijk vertraagd. Deze vertraging is het meest tot uiting gekomen in de uitvoer.

Deze beweging is echter niet in de betalingsbalans tot uitdrukking gekomen. Deze laatste vertoonde immers een batig saldo van meer dan 21 miljard frank uit hoofde van het handelsverkeer. Dit moet ongetwijfeld gedeeltelijk worden toegeschreven aan de wijzigingen die, in het vooruitzicht van de aanpassing van de pariteiten, opgetreden zijn in de betalingsstermijnen.

De betalingen aangaande het dienstenverkeer vertonen een klein overschot dan vorig jaar.

Het particulier kapitaalverkeer sloot met een minder belangrijk tekort dan vorig jaar doordat het volume der buitenlandse investeringen en beleggingen in de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie toenam. De kapitaalverrichtingen van de overheidssector lieten een zeer aanzienlijk tekort, voornamelijk als gevolg van een vermindering van de buitenlandse schuld van de Staat.

De totale rekening van de betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie sloot met een iets groter overschot dan vorig jaar, namelijk met meer dan 22 miljard frank tegen 20 miljard.

\* \* \*

In het internationale monetaire vlak is de op 15 augustus 1971 door President Nixon genomen beslissing, waardoor de inwisselbaarheid van de dollar in goud of in andere reserveinstrumenten werd opgeheven, ongetwijfeld de belangrijkste gebeurtenis van het jaar geweest.

Deze beslissing was voorafgegaan door een eerste crisis in het begin van de maand mei. Deze eerste crisis had vooral de vorm aangenomen van een speculatie op een nieuwe revaluatie van de Duitse mark, met het gevolg dat de dollar op alle plaatsen verzwakte en naar de kassen van de centrale banken toevloede.

Van dat ogenblik af, meer bepaald op 10 mei 1971, beslisten de centrale banken van de Duitse Bondsrepubliek en van Nederland de bodemkoers van de dollar niet meer te ondersteunen, terwijl de andere Europese landen, België en het Groothertogdom Luxemburg inbegrepen, zich inspannen om het systeem van de vaste pariteiten met vernauwde bandbreedten te handhaven en zodoende hun commerciële belangen te vrijwaren.